



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/62/8
1^{er} novembre 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-deuxième réunion
Montréal, 29 novembre – 3 décembre 2010

**RAPPORT GLOBAL D'ACHEVEMENT DE PROJETS
DE L'ANNEE 2010**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire analytique	3
I. Introduction.....	4
II. Aperçu des rapports d'achèvement de projet de projets reçus et dus	4
III. Analyse des rapports d'achèvement de projet d'investissement	6
a) Rapports d'achèvement de projet reçus et dus	6
b) Élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone	7
c) Retards dans la mise en œuvre.....	7
d) Caractère complet de l'information	8
e) Évaluation générale et cote	9
IV. Analyse des rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements.....	9
a) Rapports d'achèvement de projets reçus et dus	9
b) Évaluation du financement, des retards et de l'élimination	9
c) Qualité de l'information reçue	11
d) Renforcement des institutions.....	11
V. Calendrier de remise des rapports d'achèvement de projet en 2011	13
VI. Amélioration de la cohérence des données fournies dans les rapports d'achèvement de projet et les rapports périodiques annuels	13
VII. Enseignements tirés des projets d'investissement et des projets ne portant pas sur des investissements	14
a) Enseignements tirés de l'assistance pour l'élimination du bromure de méthyle	14
b) Enseignements tirés de la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination finale.....	15
c) Enseignements tirés de la mise en œuvre de plans de gestion des frigorigènes	16
VIII. Mesures que pourrait prendre le Comité exécutif.....	16
Annexes :	
I Statistiques	
II Enseignements tirés déclarés dans les rapports d'achèvement de projet	

Sommaire analytique

1. Ce rapport a pour objet d'offrir au Comité exécutif une vue d'ensemble des résultats déclarés dans les rapports d'achèvement de projet reçus au cours de la période visée par le rapport, c'est-à-dire depuis la 59^e réunion du Comité exécutif, en novembre 2009. Seize rapports d'achèvement de projet d'investissement ont été reçus en 2010 (comparativement à 23 en 2009), et le nombre de rapports d'achèvement de projet d'investissement dus est passé de 21 à 22. En ce qui concerne les projets ne portant pas sur des investissements, 54 rapports d'achèvement de projet ont été reçus, comparativement à 78, et le nombre de rapports d'achèvement de projet dus est passé de 106 à 115.

2. La diminution du nombre de rapports d'achèvement de projet d'investissement reçus en 2010 par rapport à 2009 est partiellement attribuable à la réduction du nombre de rapports d'achèvement de projet dus. De plus, le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale n'ont pas entièrement respecté le calendrier de remise convenu pour les trois premiers trimestres de 2010.

3. Les seize rapports d'achèvement de projet d'investissement proposés ont été examinés, notamment en ce qui concerne l'élimination réalisée, les retards dans la mise en œuvre, le caractère complet et la cohérence des données, l'évaluation générale et les enseignements tirés. Plusieurs enseignements tirés intéressants ont été inclus dans les rapports. Certains portent sur la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination finale, et d'autres portent sur les plans de gestion des frigorigènes, les projets sur le bromure de méthyle et divers aspects de la mise en œuvre des projets. Plusieurs de ces enseignements sont présentés à l'annexe II et quelques-uns de ceux-ci sont résumés dans la partie VII du présent rapport.

4. La plupart des 54 rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements contiennent beaucoup d'information et plusieurs analyses. Les enseignements tirés portent notamment sur la mise en œuvre des plans de gestion des frigorigènes, les projets sur le bromure de méthyle et les plans de gestion de l'élimination finale. Une liste d'enseignements tirés choisis est fournie à l'annexe II. La liste complète sera distribuée sur demande et peut être consultée sur l'Intranet du Fonds multilatéral, dans la rubrique des rapports d'achèvement de projet de la section des évaluations. Les agences d'exécution n'ont pas déclaré, cette fois-ci, les enseignements tirés de la mise en œuvre des accords pluriannuels.

5. Les demandes de renouvellement continuent à être présentées sur le modèle des rapports techniques et demandes de prorogation des projets de renforcement des institutions approuvé à la 32^e réunion du Comité exécutif. Bien que les demandes de renouvellement actuelles soient de meilleure qualité en ce qui a trait à la quantité et au caractère détaillé de l'information sur les résultats obtenus et les prochaines mesures prévues, plusieurs rapports d'achèvement et plans d'action reçus demeurent de qualité inégale et n'offrent pas une information complète. Les agences sont encouragées à continuer à resserrer leur contrôle de la qualité dans les rapports sur le renforcement des institutions afin que les demandes de prorogation puissent être examinées et approuvées dans les délais souhaités.

6. Une partie du rapport est réservée à une analyse des enseignements pertinents tirés des rapports d'achèvement de projet. Bien que le Comité exécutif n'ait pas à prendre de décisions sur les enseignements tirés, car ils ne portent pas sur des questions que le Comité exécutif n'a pas encore abordées, ils offrent une perspective intéressante sur l'exécution des projets et le personnel des agences d'exécution et bilatérales, les intermédiaires financiers, les bureaux de gestion du programme et les Bureaux nationaux de l'ozone qui assurent la préparation et la mise en œuvre de des projets. Les réunions de réseaux régionaux pourraient offrir une tribune pertinente pour aborder les enseignements tirés de la mise en œuvre des projets dans les régions. Le Secrétariat du Fonds en tient compte lors de l'examen des projets et dans les accords d'élimination.

7. Il est important de prendre note qu'aucun rapport d'achèvement de projet n'a été demandé pour les accords pluriannuels car il n'existe pas de modèle utile pour un tel rapport. Une recommandation a été faite au Comité exécutif de charger le nouvel Administrateur principal, Surveillance et évaluation d'accorder la priorité nécessaire à cette question, afin de régler ce point en suspens.

8. Les recommandations à l'intention du Comité exécutif réunies à la fin du document portent sur l'échéancier de la remise des rapports d'achèvement de projet de l'année prochaine par les agences, d'autres améliorations à apporter à la cohérence des données, le fait de fournir l'information manquante, la nécessité de développer un modèle de rapport d'achèvement de projet pour les accords pluriannuels et l'utilisation des enseignements tirés déclarés dans les rapports d'achèvement de projet aux fins de préparation et de mise en œuvre de futurs projets.

I. Introduction

9. Ce rapport a pour objet d'offrir au Comité exécutif une vue d'ensemble des résultats déclarés dans les rapports d'achèvement de projet reçus au cours de la période visée par le rapport, c'est-à-dire depuis la 59^e réunion du Comité exécutif, en novembre 2009. Un projet de rapport a été envoyé aux agences d'exécution ainsi qu'aux agences bilatérales. Les commentaires reçus ont été intégrés dans la version définitive du rapport. Les rapports d'achèvement de projet attendus des agences d'exécution en 2011 sont indiqués dans le tableau IV de l'annexe I.

II. Aperçu des rapports d'achèvement de projet reçus et dus

10. Seize rapports d'achèvement de projet d'investissement ont été reçus en 2010, comparativement à 23 en 2009, alors que le nombre de rapports d'achèvement de projet dus est passé de 22 à 21. En ce qui concerne les projets ne portant pas sur des investissements, 54 rapports d'achèvement de projet ont été reçus en 2010, comparativement à 78, et le nombre de rapports d'achèvement de projet dus est passé de 106 à 115.

11. La diminution du nombre de rapports d'achèvement de projet d'investissement reçus en 2010 par rapport à 2009 est partiellement attribuable à la réduction du nombre de rapports d'achèvement de projet dus. De plus, le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale n'ont pas entièrement respecté le calendrier de remise convenu pour les trois premiers trimestres de 2010 (voir le tableau I de l'annexe I).

12. Au 24 septembre 2010, le PNUD, qui met en œuvre, et de loin, le plus grand nombre de projets d'investissement, n'avait remis que 2 rapports d'achèvement de projet d'investissement prévus sur 3 rapports dus à la fin septembre, et 11 rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements, sur les 21 rapports dus. Le PNUE n'a que remis 23 des 67 rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements dus à la fin septembre 2010, et l'ONUDI a remis 13 rapports comparativement à 9 rapports d'achèvement de projet d'investissement dus et 4 rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements sur les 6 rapports attendus à la fin de septembre de cette année. La Banque mondiale a remis un des 5 rapports d'achèvement de projet dus à la fin du mois de juin de cette année.

13. Au 24 septembre 2010, les agences d'exécution et bilatérales avaient remis, au total, 1 800 rapports d'achèvement de projet d'investissement et 870 rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements, ce qui représente 98,8 pour cent des rapports d'achèvement de projet d'investissement dus (comparativement à 98,8 pour cent l'an dernier) et 88,3 pour cent des rapports

d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements (comparativement à 88,6 pour cent l'an dernier) achevés au 31 décembre 2009.

14. Les tableaux 1 et 2 ci-dessous présentent des données plus précises par agence, notamment des résultats comparatifs pour les deux périodes de rapport précédentes.

Tableau 1

**APERÇU DES PROJETS D'INVESTISSEMENT
(À l'exception des projets pluriannuels)**

Agence	Projets achevés en date de décembre 2009	Nombre total de rapports d'achèvement de projet reçus pour les projets achevés en date de décembre 2009	Rapports d'achèvement de projet attendus	Rapports d'achèvement de projet reçus au cours de la période de rapport		
				2008	2009	2010 ¹
Allemagne	19	19	0	0	3	S.o.
Banque mondiale	452	437 ⁴	15	14	1	1
Espagne	1	1	0	S.o.	1	S.o.
États-Unis d'Amérique	2	2	0	S.o.	S.o.	S.o.
France	15	11	4	2	0	0
Italie	6	6	0	1	S.o.	S.o.
Japon	6	6	0	0	1	S.o.
ONUDI	434	434 ³	0	4	10	13
PNUD	886	883 ²	3	11	7	2
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Total	1 822	1 800	22	32	23	16

¹ Après la 59^e réunion du Comité exécutif (du 23 octobre 2009 au 24 septembre 2010).

² Le PNUD a aussi remis deux rapports d'achèvement de projet pour des projets annulés et 2 rapports d'achèvement de projet pour des projets pluriannuels.

³ L'ONUDI a aussi remis 1 rapport d'achèvement de projet pour un projet annulé, 9 rapports d'annulation et 9 rapports d'achèvement de projet pour des projets pluriannuels.

⁴ La Banque mondiale a aussi remis 2 rapports d'achèvement de projet pour des projets annulés.

15. Le PNUE a le plus grand nombre de rapports d'achèvement de projet dus (74 rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements), suivi de la Banque mondiale, qui doit encore remettre 15 rapports d'achèvement de projet d'investissement et 4 rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements achevés avant la fin de 2009. Le PNUD doit encore remettre 3 rapports d'achèvement de projet d'investissement et 9 rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements. Le nombre de rapports d'achèvement de projet dus pour les projets d'investissement et les projets ne portant pas sur des investissements des différentes agences bilatérales varie de 2 à 12 (voir les tableaux 1 et 2).

Tableau 2

APERÇU DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS
(Ne comprend pas la préparation de projets, les programmes de pays, les projets pluriannuels et les projets en cours tels que les activités de réseau et de centre d'échange, ni les projets de renforcement des institutions)

Agence	Projets achevés en date de décembre 2009	Nombre total de rapports d'achèvement de projet reçus pour les projets achevés en date de décembre 2009	Rapports d'achèvement de projet dus	Rapports d'achèvement de projet reçus au cours de la période de rapport		
				2008	2009	2010 ¹
Afrique du Sud	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Allemagne	52	49	3	4	4	8
Australie	20	8 ²	12	1	0	0
Autriche	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Banque mondiale	32	28	4	2	2	0
Canada	55	52	3	4	5	1
Danemark	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Espagne	2	2 ³	0	1	2	S.o.
États-Unis d'Amérique	40	40	0	S.o.	S.o.	S.o.
Finlande	5	5	0	0	0	3
France	22	14	8	0	0	1
Israël	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Japon	8	8	0	0	S.o.	S.o.
ONUDI	104	104 ⁷	0	9	6	4
PNUD	237	228 ⁵	9	32	28	11
PNUE	394	320 ⁶	74	13	31	23
Pologne	1	1	0	S.o.	S.o.	S.o.
Singapour	2	0	2	0	0	0
Suède	4	4 ⁴	0	3	S.o.	3
Suisse	3	3	0	S.o.	S.o.	S.o.
Total	985	870	115	69	78	54

¹ Après la 56^e réunion du Comité exécutif (du 23 octobre 2009 au 24 septembre 2010).

² L'Australie a aussi remis 1 rapport d'annulation de projet.

³ L'Espagne a aussi remis un rapport d'achèvement de projet en cours.

⁴ La Suède a aussi remis 3 rapports d'achèvement de projet pour des programmes pluriannuels.

⁵ Le PNUD a aussi remis 2 rapports d'achèvement de projet pour des projets transférés et un rapport d'achèvement de projet pour un projet pluriannuel.

⁶ Le PNUE a aussi remis 1 rapport d'achèvement de projet pour un projet en cours et 4 rapports d'achèvement de projet pour des projets pluriannuels.

⁷ L'ONUDI a aussi remis 3 rapports d'achèvement de projet pour des projets pluriannuels.

III. Analyse des rapports d'achèvement de projet d'investissement

a) Rapports d'achèvement de projet reçus et dus

16. Le PNUD est l'agence qui a remis le plus grand nombre de rapports d'achèvement de projet d'investissement, portant surtout sur des projets des secteurs des mousses et de la réfrigération. La réfrigération demeure le secteur pour lequel le plus grand nombre de rapports d'achèvement de projet est encore dû, suivie par les aérosols et les mousses. Les rapports d'achèvement de projet des secteurs de la réfrigération (6), des aérosols (4) et des mousses (4) représentent au total 64 pour cent des 22 rapports d'achèvement de projet d'investissement dus des agences pour les projets achevés avant la fin de 2009 (voir le tableau II de l'annexe I). L'arriéré de rapports d'achèvement de projet dus pour les premiers

projets d'investissement achevés avant la fin de 2001 a été éliminé et il ne reste que deux rapports d'achèvement de projet d'investissement dus pour les projets achevés avant 2005.

17. Les 16 rapports d'achèvement de projet reçus pendant la période visée par le rapport (du 23 octobre 2009 au 24 septembre 2010) englobent des projets réalisés dans 11 pays.

b) **Élimination de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) réalisée**

18. L'élimination réalisée dans le cadre des projets faisant l'objet des 16 rapports d'achèvement de projet est conforme aux prévisions, dans la plupart des cas, mais l'élimination totale réalisée est légèrement supérieure à la quantité prévue (voir le tableau 3 ci-dessous). L'information sur l'élimination réalisée contenue dans les rapports d'achèvement de projet est parfois incomplète, car il manque notamment l'information sur la production d'unités et la consommation de SAO avant et après la reconversion (voir aussi le tableau X de l'annexe I). En outre, les données sur l'élimination des SAO fournies dans les rapports d'achèvement de projet sont différentes des données sur les SAO déclarées dans le rapport périodique de 2009 et ce, dans 3 des 16 rapports. Cette différence est attribuable à l'arrondissement des chiffres, dans un des cas, mais des différences importantes ont néanmoins été constatées dans les deux autres rapports. Les agences concernées sont en voie d'expliquer ces différences. Le nombre de rapports présentant des telles différences et des différences de volume est toutefois inférieur à l'an dernier.

Tableau 3

SAO ÉLIMINÉES PAR PROJET FAISANT L'OBJET D'UN RAPPORT D'ACHÈVEMENT

Agence	Nombre de projets	Rapports d'achèvement de projet		Rapport périodique de 2009	
		Élimination de PAO prévue	PAO éliminées	Élimination de PAO prévue	PAO éliminées
PNUD	2	1,6	1,6	1,5	1,5
ONUDI	13	825,4	833,0	825,8	778,9
Banque mondiale	1	181,3	181,3	181,3	181,3
Total	16	1 008,3	1 015,9	1 008,6	961,7

c) **Retards dans la mise en œuvre**

19. Dix des 16 rapports remis font état de retards de mise en œuvre variant de 12 à 49 mois, 3 rapports d'achèvement de projet ont été achevés avant la date prévue, 2 rapports d'achèvement de projet ont été achevés à la date prévue et un rapport d'achèvement de projet ne précisait pas la date réelle d'achèvement. Cinquante pour cent des 16 projets ont connu un retard de mise en œuvre de plus de 12 mois, comparativement à 50 pour cent des projets pour lesquels un rapport d'achèvement de projet a été reçu l'an dernier. Le retard moyen déclaré dans les rapports d'achèvement de projet en 2010 n'a été que de 15 mois (comparativement à 24 mois) et la durée moyenne a diminué de 57 mois à 49 mois (voir le tableau 4 ci-dessous).

20. Le petit nombre de rapports d'achèvement de projet visés par l'analyse n'ouvre la porte à aucun débat sur les tendances. Les délais sont généralement causés par le fournisseur (7), suivi du gouvernement (5), de l'agence d'exécution (3), des facteurs externes (2) et l'entreprise bénéficiaire (1).

Tableau 4

RETARDS DANS LA MISE EN OEUVRE

(Les chiffres entiers entre parenthèses représentent les résultats de l'an dernier et sont fournis aux fins de comparaison)

Agence	Nombre de projets	Retard moyen selon les rapports d'achèvement de projet (mois)	Retard moyen selon les rapports périodiques de 2009 (mois)	Durée moyenne selon les rapports d'achèvement de projet (mois)	Durée moyenne selon les rapports périodiques de 2009 (mois)
PNUD	2	24,33	8,63	73,03	51,25
ONUDI	13	15,53	15,45	48,63	48,63
Banque mondiale	1	-4,03	-4,03	32,47	32,47
Total	16 (14)	14,81 (24,21)	13,38 (25,87)	49,18 (57,10)	47,94 (58,70)

d) Caractère complet de l'information

21. L'information essentielle a été fournie de façon plus régulière que l'an dernier. Par exemple, 81,3 rapports d'achèvement de projet contiennent la liste de la consommation annuelle de SAO et des substances de remplacement, comparativement à 64,3 pour cent l'an dernier (voir le tableau 5 ci-dessous). Certaines informations sont toutefois fréquemment incomplètes, plus particulièrement en ce qui a trait à la consommation annuelle de SAO et des substances de remplacement (12,5 pour cent des rapports d'achèvement de projet comparativement à 37,5 pour cent en 2009) et la liste de biens d'équipement (6,3 pour cent, comparativement à 7,1 pour cent en 2009).

Tableau 5

INFORMATION FOURNIE DANS LES RAPPORTS D'ACHÈVEMENT DE PROJET REÇUS PENDANT LA PÉRIODE VISÉE PAR CE RAPPORT

(Les chiffres entre parenthèses représentent les résultats de l'an dernier et sont fournis aux fins de comparaison)

	Fournie		Incomplète		Non fournie		« Sans objet »	
	Nombre de projets	Pourcentage %						
Liste de la consommation annuelle de SAO et des substances de remplacement	13	81,3 (64,3)	2	12,5 (35,7)	0	0,0 (0,0)	1	6,3 (0,0)
Liste des biens d'équipement	15	93,8 (92,9)	1	6,3 (7,1)	0	0,0 (0,0)	0	0,0 (0,0)
Détails des coûts d'exploitation	2	12,5 (50,0)	0	0,0 (14,3)	0	0,0 (0,0)	14	87,5 (35,7)
Liste de l'équipement détruit	4	25,0 (50,0)	0	0,0 (7,1)	0	0,0 (7,1)	12	75,0 (35,8)

* Selon les indications des agences d'exécution

e) **Évaluation générale et cote**

22. Les agences d'exécution ont accordé la cote « très satisfaisant » à 56,3 des projets au cours de la période visée par le rapport, ce qui représente une augmentation de 14,3 par rapport à l'année précédente; 37,5 pour cent des projets ont reçu la cote satisfaisant par rapport à 78,6 pour cent en 2009, et 6,3 pour cent ont reçu la cote moins satisfaisant par rapport à 7,1 pour cent l'année précédente (voir le tableau 6 ci-dessous).

Tableau 6

NOUVELLE ÉVALUATION GÉNÉRALE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS PAR LES AGENCES SELON LE NOUVEAU MODÈLE DE RAPPORT D'ACHÈVEMENT DE PROJET (Les chiffres entre parenthèses représentent les résultats de l'an dernier et sont fournis aux fins de comparaison)

Évaluation	PNUD	ONUDI	Banque mondiale	Total	Pourcentage du total %
Très satisfaisant	1	7	1	9	56,3 (14,3)
Satisfaisant	1	5		6	37,5 (78,6)
Moins satisfaisant		1		1	6,3 (7,1)
Total	2	13	1	16	100,0

IV. Analyse des rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements

a) **Rapports d'achèvement de projet reçus et dus**

23. Cinquante-quatre rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements ont été reçus. La majorité de ceux-ci portent sur des projets d'assistance technique mis en œuvre principalement par le PNUD et le PNUE. Le PNUE a soumis un moins grand nombre de rapports d'achèvement de projet que les années précédentes, mais l'arriéré de rapports d'achèvement de projet dus est demeuré le même que l'an dernier. Vingt-quatre rapports d'achèvement de projet sont dus pour des projets d'assistance technique bilatéraux, ainsi que 4 rapports d'achèvement de projet de formation (voir le tableau III de l'annexe I). Cet examen n'a pas porté sur les programmes de pays, la préparation de projets ni les activités récurrentes du PNUE (dont le travail de réseau), pour lesquels un rapport d'achèvement de projet n'est pas requis en vertu de la décision 29/4.

b) **Évaluation du financement, des retards et de l'élimination**

24. Les dépenses totales de tous les projets ne portant pas sur des investissements achevés et pour lesquels un rapport d'achèvement de projet a été remis représentent 91 pour cent des dépenses prévues, ce qui indique que des économies ont été réalisées (voir le tableau 7). Ces données devront être confirmées lors de la publication des résultats réels.

Tableau 7

**BUDGETS, ÉLIMINATION ET RETARDS DÉCLARÉS DANS LES RAPPORTS
D'ACHÈVEMENT DE PROJET NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS REÇUS**
(Les chiffres entre parenthèses représentent les résultats de l'an dernier et sont fournis aux fins de comparaison)

Agence	Nombre de projets	Sommes approuvées (\$US)	Sommes décaissées (\$US)	PAO à éliminer (tonnes PAO)	PAO éliminés (tonnes PAO)	Retard moyen (mois)
Bilatérales	16	2 247 665	2 110 624	234,95	202,86	27,21 (32,05)
PNUD	11	1 276 144	1 172 679	48,95	35,95	26,08 (20,21)
PNUE	23	1 435 500	1 110 530	47,01	40,80	21,23 (20,60)
ONUDI	4	1 464 647	1 452 057	245,00	245,00	11,18 (-1,53)
Total	54	6 423 956	5 845 890	575,91	524,61	23,19 (23,13)

25. Les causes des retards dans la mise en œuvre des projets demeurent très variées. Sept des 54 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés avant la date prévue et 3 ont été achevés à la date prévue. Quarante-trois projets ont accusé du retard variant d'un mois à 79 mois, et un rapport n'indique pas la date à laquelle le projet a été achevé. Trente-quatre projets (63 pour cent) ont été menés à terme avec un retard de plus de 12 mois. Onze projets ont accusé un retard se situant entre 37 et 79 mois. Les agences visées par ces retards sont le PNUD et le PNUE, et les retards ont surtout été causés par des volets du plan de gestion des frigorigènes tels que la formation des agentes de douane, la mise en œuvre et la surveillance de la récupération et du recyclage, l'assistance technique ou les projets de démonstration réalisés avec la France, le Finlande, l'Allemagne et l'ONUDI.

26. Le PNUD a connu une augmentation du retard moyen (26,08 mois comparativement à 20,21 mois l'an dernier). Le retard moyen des projets du PNUE est passé de 20,6 à 21,23 mois, et le retard dans les projets de l'ONUDI est passé de -1,53 à 11,18 mois. Le retard moyen des projets ne portant pas sur des investissements est de 23,19 mois au-delà de la date d'achèvement, ce qui représente une faible hausse par rapport au retard moyen de 23,13 mois pour l'année 2009.

27. La différence entre l'élimination de PAO prévue et l'élimination de PAO déclarée est presque entièrement attribuable à neuf projets mis en œuvre par le PNUD, le PNUE, la Finlande et l'Allemagne, dans lesquels l'élimination réelle de SAO a été supérieure ou inférieure aux prévisions.

28. Au total, 16,7 projets ont reçu la cote « très satisfaisant », ce qui représente une baisse par rapport à l'an dernier (19,7 pour cent); 57,4 ont reçu la cote « satisfaisant et comme prévu », ce qui est également inférieur à l'an dernier, où ce chiffre était de 67,6 pour cent, et 22,2 pour cent ont reçu la cote « satisfaisant, mais pas comme prévu », un résultat supérieur à l'an dernier (7 pour cent) (voir le tableau 8). La validité de ces cotes ne peut être vérifiée que lors des évaluations. Aucune explication précise justifiant la cote n'a été fournie pour plusieurs projets ayant reçu la cote « satisfaisant, mais pas comme prévu ». Aucune cote n'a été fournie pour un des 54 projets ne portant pas sur des investissements.

Tableau 8

ÉVALUATION GÉNÉRALE PAR LES AGENCES DES PROJETS NE PORTANT PAS SUR DES INVESTISSEMENTS

(Les chiffres entre parenthèses représentent les résultats de l'an dernier et sont fournis aux fins de comparaison)

Cote	Bilatérales	PNUD	PNUE	PNUDI	Total	Pourcentage du total %
Très satisfaisant	1	1	3	4	9	16,7 (19,7)
Satisfaisant ou satisfaisant et comme prévu	9	8	14		31	57,4 (67,6)
Satisfaisant, mais pas comme prévu	5	1	6		12	22,2 (7,0)
Insatisfaisant ou moins satisfaisant						0,0 (1,4)
Sans objet	1				1	1,9 (1,4)
Non fourni		1			1	1,9 (2,8)
Total	16	11	23	4	54	100,0 %

c) Qualité de l'information reçue

29. La plupart des rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements contiennent beaucoup d'information et une analyse approfondie. Cependant, les sections portant sur les causes des retards et les mesures correctives appliquées ne sont pas toujours remplies. Le retard est souvent attribuable à des facteurs relevant du gouvernement, des agences et externes.

30. Les Bureaux nationaux de l'ozone ont fourni des commentaires sur les projets de rapports d'achèvement de projet pour 26 (48,1 pour cent) des 54 rapports reçus, et les agences ont fait de même pour 41 (75,9 pour cent) des 54 rapports. Ce résultat est inférieur à celui de l'an dernier, où 60 (84,5 pour cent) des 71 rapports reçus contenaient des commentaires des agences d'exécution. Les Bureaux nationaux de l'ozone ont aussi fourni leurs commentaires moins fréquemment que l'an dernier, où ils ont commenté 37 (52,1 pour cent) des 71 rapports.

d) Renforcement des institutions

31. Des rapports d'achèvement de la phase précédente sont remis pour les projets de renforcement des institutions en même temps que la demande de prorogation, conformément à la décision 29/4 (voir le tableau 9).

Tableau 9

APERÇU DES RAPPORTS SUR LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Agence	Rapports d'achèvement de projet sur le renforcement des institutions reçus avant la décision 29/4	Rapports d'achèvement reçus comprenant une demande de prorogation pour des projets achevés en date de décembre 2009 ¹	Rapports d'achèvement reçus comprenant une demande de prorogation en 2009 ²
France	1	0	0
Allemagne	0	3	0
PNUD	1	113	10
PNUE	10	287	58
ONUDI	2	21	8
États-Unis d'Amérique	0	1	0
Banque mondiale	7	22	2
Total	21	447	78

¹ Achevé dans le sens de l'achèvement d'une phase.

² Ne comprend pas les projets de départ lorsque l'approbation n'est accordée que pour un an. Aucun rapport d'achèvement n'est remis, pour la plupart de ces projets.

32. Le Comité exécutif, à sa 61^e réunion, a approuvé un modèle révisé pour faire connaître les progrès accomplis dans les projets de renforcement des institutions et demander le renouvellement des projets de renforcement des institutions. Le modèle tient compte des nouvelles exigences en matière de rapport, établit des objectifs communs pour les projets de renforcement des institutions et met en évidence les indicateurs connexes. Malgré la qualité accrue des demandes de prorogation reçues précédemment, notamment au niveau du caractère détaillé des renseignements fournis et de l'information sur les résultats obtenus et les futures mesures prévues, plusieurs rapports d'achèvement et plans d'action reçus présentaient des inégalités quant à la qualité et au caractère complet de l'information. Le modèle actuel élimine ces écarts et facilite la cueillette d'information sur le rôle, la position et le fonctionnement du Bureau national de l'ozone au sein du gouvernement national. Il contient également de l'information sur l'état de la mise en œuvre des activités de la phase précédente du projet de renforcement des institutions et des activités prévues pour la phase visée par la demande. Il fournit aussi des données financières et des indicateurs permettant d'effectuer une autoévaluation rapide de l'efficacité du projet de renforcement des institutions.

33. Le modèle a pour but d'assurer que les agences fournissent des demandes de renouvellement bien documentées, afin que les demandes soient traitées de manière plus efficace et dans des délais plus courts, et que le processus aboutisse à un taux d'approbation de projets plus élevé. Les agences sont donc encouragées à continuer à améliorer leur contrôle de la qualité des rapports sur le renforcement des institutions et à s'assurer que les résultats obtenus, les enseignements tirés et les questions en suspens sont bien mis en évidence dans les rapports d'achèvement. Les agences doivent prendre note que les demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions peuvent être proposées six mois avant la date d'achèvement de la phase en cours afin d'éviter de perturber l'affectation du personnel et les activités du Bureau national de l'ozone visées par le projet de renforcement des institutions.

V. Calendrier de remise des rapports d'achèvement de projet en 2011

34. Les agences d'exécution ont proposé des calendriers de remise des rapports d'achèvement de projet dus, tout comme elles l'ont fait au cours des années antérieures. Le tableau IV de l'annexe I met en évidence les rapports d'achèvement de projet dus pour les projets achevés au 31 décembre 2009 et comprend les rapports d'achèvement de projet dus le 24 septembre 2010 et non encore reçus. En plus des rapports indiqués dans le calendrier, les agences doivent aussi remettre en 2011 les rapports d'achèvement de projet pour les projets achevés au cours de 2010.

VI. Amélioration de la cohérence des données fournies dans les rapports d'achèvement de projet et les rapports périodiques annuels

35. La décision 59/6 b) i) prie les agences d'exécution d'établir, en collaboration avec le Secrétariat du Fonds, la cohérence pleine et entière des données fournies dans les rapports d'achèvement de projet, les inventaires et les rapports périodiques annuels, avant la fin janvier 2010. Le Secrétariat du Fonds a fourni aux agences d'exécution de l'information détaillée sur le caractère complet des données et les contradictions dans les rapports reçus comparativement aux inventaires et aux rapports périodiques. Tous les cas d'information incomplète et de contradiction dans les données dans les rapports d'achèvement de projet reçus en 2003 et en 2004 sont maintenant réglés, mais le processus se poursuit avec le PNUD et la Banque mondiale (pour certains rapports d'achèvement de projet reçus en 2005) (voir le tableau V de l'annexe I), avec plusieurs agences pour les rapports d'achèvement de projet reçus en 2006 (voir le tableau VI de l'annexe I), la Banque mondiale pour les rapports d'achèvement de projet reçus en 2007 (voir le tableau VII de l'annexe I), plusieurs agences pour les rapports d'achèvement de projet reçus en 2008 (voir le tableau VIII de l'annexe I) et le PNUD pour les rapports d'achèvement de projet reçus en 2009 (voir le tableau IX de l'annexe I).

36. Douze rapports d'achèvement de projet reçus pour la période visée par le rapport présentaient des données incomplètes et 51 rapports d'achèvement de projet contenaient des données contradictoires (voir le tableau X de l'annexe I). Le nombre de rapports d'achèvement de projet présentant de l'information incomplète a diminué au même titre que le nombre de rapports d'achèvement de projet reçus (12 rapports d'achèvement de projet comparativement à 24 rapports d'achèvement de projet l'an dernier). Par contre, le nombre de rapports d'achèvement de projet contenant des données contradictoires a augmenté, malgré le moins grand nombre de rapports d'achèvement de projet reçus (51 rapports d'achèvement de projet comparativement à 49 l'an dernier).

37. Depuis juillet 2004, les agences peuvent télécharger les données de projet principales à partir du site Web du Secrétariat, afin d'améliorer la cohérence des données et de faciliter la préparation des rapports d'achèvement de projet. Dès que le numéro de projet est inscrit sur la première page du formulaire de rapport d'achèvement de projet, les données contenues dans la base de données d'inventaire de projets du Secrétariat, plus particulièrement les résultats réels et les remarques des rapports périodiques précédents, se placent automatiquement dans le rapport. Le nombre toujours élevé de rapports contenant des données contradictoires révèle toutefois que cette fonction n'est toujours par utilisée de façon régulière.

VII. Enseignements tirés des projets d'investissement et des projets ne portant pas sur des investissements

38. Plusieurs rapports d'achèvement de projet font état d'enseignements tirés. Ces comptes rendus offrent une perspective utile et importante des différents aspects du processus de mise en œuvre des projets. Ils comprennent plusieurs réflexions sur la mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination finale et des plans de gestion des frigorigènes, et fournissent des expériences et des points de vue sur les succès et les échecs de la mise en œuvre des projets. Les enseignements tirés sont une riche source de connaissances sur les problèmes pratiques liés à l'exécution des projets et les solutions qu'ont trouvées différents pays pour les régler. Les textes révisés sont présentés à l'annexe II, et un nombre choisi d'entre eux sont résumés ci-dessous, dans différentes rubriques. La liste complète tirée de la base de données des rapports d'achèvement de projet, comprenant les enseignements tirés compris dans les rapports d'achèvement de projet reçus au 24 septembre 2010, sera distribués sur demande. Elle est aussi publiée sur l'Intranet du Secrétariat du Fonds dans la rubrique rapports d'achèvement de projet de la section évaluation.

a) Enseignements tirés de l'assistance pour l'élimination du bromure de méthyle

39. Le projet sur le bromure de méthyle au Liban a permis de conclure que les substances de remplacement doivent être adaptées à la pression qu'exercent les différents parasites dans les différentes régions de culture. Aucune substance de remplacement ne convient à toutes les situations dans toutes les régions de culture. Chaque substance de remplacement convient à une région et une situation en particulier. Pour cette même raison et aussi pour des raisons de souplesse, aucun projet ne doit être élaboré à partir d'une seule substance de remplacement du bromure de méthyle. Malgré les succès remportés dans certains pays, toutes les substances de remplacement du bromure de méthyle doivent être mises à l'essai par les responsables du projet et par les agriculteurs avant leur adoption, car les infrastructures agricoles peuvent être différentes d'un pays à l'autre.

40. En outre, le projet en Égypte a permis de conclure que les substances de remplacement du bromure de méthyle doivent être utilisées dans le cadre d'un programme de gestion intégrée des cultures, car celui-ci offre une approche plus mondiale d'un programme intégré de lutte phytosanitaire. Toutes les substances de remplacement du bromure de méthyle doivent être jumelées à un programme de gestion intégré des cultures afin que l'efficacité des substances de remplacement du bromure de méthyle puisse être évaluée convenablement, de renforcer leur efficacité, de garantir un haut rendement, de réduire les coûts de production et de développer des pratiques agricoles plus saines, écologiques et durables. Les mêmes conclusions ont été tirées d'un projet en Uruguay, à l'effet que les substances de remplacement doivent être utilisées dans le cadre d'un programme de gestion intégrée des cultures. Le rapport précise que les démonstrations sur le terrain offrent un excellent moyen de communiquer de l'information aux agriculteurs et de les convaincre d'adopter les substances de remplacement du bromure de méthyle.

41. En ce qui concerne le transfert de technologie, une solution de remplacement locale a été développée dans le cadre d'un projet en Égypte, en utilisant la culture de la paille de riz pour produire des fraises. L'expérience a donné d'excellents résultats. Selon le projet, la culture des fraises sur des balles de foin peut être adaptée et développée à fond pour d'autres régions possédant les mêmes pathogènes terricoles et les mêmes conditions.

42. Le projet de fumigation à Cuba a permis de conclure que la capacité de s'adapter aux conditions locales est essentielle au succès de toute substance de remplacement du bromure de méthyle.

43. Le rapport d'achèvement de projet sur l'assistance technique visant à assurer le respect des obligations d'éliminer le bromure de méthyle à Fidji contient des enseignements tirés qui pourraient aider d'autres projets d'élimination :

- a) La mise en œuvre efficace de la réglementation sur l'importation a été le principal moteur de succès pour réaliser l'élimination complète du bromure de méthyle. Cette mesure a réduit la disponibilité du bromure de méthyle, assurant ainsi le respect des objectifs et forçant l'adoption de substances de remplacement. La réglementation a été mise en place après que les substances de remplacement aient été identifiées.
- b) La formation d'un comité de consultation pour la promotion des substances de remplacement du bromure de méthyle a créé une tribune où plusieurs parties prenantes ont pu discuter de la façon de procéder et des difficultés réglementaires et techniques éprouvées. Un groupe de travail technique a aussi été mis sur pied, créant ainsi une excellente tribune libre grâce à laquelle le consultant a pu entrer en contact avec les parties intéressées et leur communiquer de l'information.
- c) Le groupe de travail technique a été un excellent organe de représentation permettant de contribuer à la création de codes de pratiques sur les substances de remplacement du bromure de méthyle. Le procédé a abouti à la création d'un code de pratique adapté spécialement aux conditions et au milieu de travail de Fidji. Le concept du groupe de travail technique pourrait être utilisé sous forme de système pour informer un vaste groupe de parties prenantes sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle dans le cadre d'un plan d'élimination, avec la collaboration des participants, afin d'assurer l'acceptation des substances de remplacement et leur utilisation dans le cadre de procédés sûrs et efficaces.

b) Enseignements tirés de la mise en œuvre de plans de gestion de l'élimination finale

44. Le projet de plan de gestion de l'élimination finale en Jamaïque a permis de conclure que l'engagement ferme du gouvernement à éliminer les CFC avant l'échéance, un Bureau national de l'ozone dévoué, un programme de permis/quotas d'importation de SAO efficace et une association de réfrigération active ont été les principales causes de succès du projet. Un suivi serré des activités, réalisé par le Bureau national de l'ozone et l'agence bilatérale, a aussi contribué au succès. Il a également été conclu que la souplesse de réaffecter les fonds s'est avérée efficace car elle a permis au pays de concentrer ses efforts sur les priorités émergentes.

45. Le projet de plan de gestion de l'élimination finale de la Croatie contient des enseignements tirés intéressants sur les avantages et les inconvénients d'impartir la fonction de Bureau de gestion du programme du plan d'élimination des CFC. Il conclut que lorsque cette fonction est impartie, le Bureau de gestion du programme indépendant se montre plus réfractaire à ajouter de nouvelles tâches ou à modifier son plan de travail en réponse aux nouvelles idées et aux nouveaux besoins qui surgissent pendant la mise en œuvre du projet, et suit de près le mandat établi dans ses contrats. L'impartition a toutefois comme avantage de voir le Bureau concentrer ses efforts sur l'achèvement des activités prévues afin d'obtenir son paiement, de sorte que la plupart des activités sont menées à terme aux dates prévues.

46. Fidji communique les enseignements tirés suivants sur la mise en œuvre réussie du plan de gestion de l'élimination finale :

- a) Une étroite coordination avec les ministères concernés afin d'assurer le suivi constitue une stratégie efficace pour la remise des données et des rapports dans les délais prescrits;

- b) Une campagne de sensibilisation comprenant des annonces télévisées, d'autres annonces dans les médias et des publications, est une excellente stratégie de sensibilisation;
- c) Connaître son public et son niveau de compétence est essentiel au succès des activités de formation;
- d) Un travail en réseau continu est très important au succès final du projet.

c) Enseignements tirés de la mise en œuvre du plan de gestion des frigorigènes

47. Le plan de gestion des frigorigènes en Algérie a permis de conclure que la formation sur l'équipement livré dans le cadre du projet est essentielle, plus particulièrement les exercices pratiques et les séances spéciales de dépannage en cas de panne d'équipement. La tenue de séances théoriques et pratiques dédiées, au cours des ateliers, s'est avéré un excellent moyen d'atteindre les objectifs de l'atelier. Enfin, la coopération et la mise en commun de l'expertise et des expériences entre toutes les parties prenantes, confirme les résultats de la formation.

48. Le plan de gestion des frigorigènes du Népal insiste sur l'importance de la participation active des associations du secteur de l'entretien afin d'accélérer l'adoption des technologies de remplacement et d'améliorer la crédibilité du programme. La surveillance des activités d'adaptation et une formation de suivi sont aussi essentielles au succès.

49. En ce qui a trait au programme d'encouragement pour le secteur de la réfrigération commerciale et industrielle, le projet de plan de gestion des frigorigènes du Libéria indique que la participation active de l'industrie à décider des critères à appliquer pour les paiements d'encouragement est essentielle au programme de travail. Une bonne relation entre l'industrie et le Bureau national de l'ozone peut devenir l'élément déclencheur de la volonté de l'industrie à participer à un tel programme.

50. Le Nicaragua indique que la détermination hâtive des valeurs de référence aide à éviter les révisions du programme pendant sa mise en œuvre. Une surveillance efficace et une analyse approfondie des données et de l'information recueillies dans le cadre du projet ont permis au pays de mettre au point sa valeur de référence et de mettre à niveau son plan de gestion des frigorigènes, ce qui a été un résultat positif.

51. Le Sri Lanka communique un enseignement tiré très simple de son plan de gestion des frigorigènes : une surveillance efficace mène à la mise en œuvre réussie des projets.

52. Le programme de formation des agents de douane du plan de gestion des frigorigènes du Panama a permis de conclure qu'en sentiment de collaboration entre les institutions participantes est essentiel au succès du programme de permis pour les SAO. Les ateliers de formation ont joué un rôle important dans la création de ce sentiment, ce qui met en évidence la nécessité de resserrer les liens de coopération entre les différentes parties prenantes telles que le Bureau national de l'ozone, les courtiers en douane du pays, les bureaux régionaux de liaison chargés du renseignement de l'Organisation mondiale des douanes et la direction générale du revenu public.

VIII. Mesures que pourrait prendre le Comité exécutif

53. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du rapport d'achèvement global de 2010, y compris le calendrier de remise

des rapports d'achèvement de projet dus et les enseignements tirés à l'annexe II;

- b) Demander aux agences bilatérales et d'exécution concernées :
 - i) D'établir d'ici la fin janvier 2011, en collaboration avec le Secrétariat du Fonds multilatéral, la cohérence complète des données communiquées dans les rapports d'achèvement de projet, contenues dans l'inventaire et fournies dans les rapports périodiques annuels;
 - ii) Fournir, d'ici la fin janvier 2011, l'information manquante dans les divers rapports d'achèvement de projet;
 - iii) Éliminer d'ici la fin janvier 2011, l'arriéré de rapports d'achèvement de projets achevés avant la fin 2006;
- c) Prier l'Administrateur principal, Surveillance et évaluation, de régler, en priorité, la question du développement d'un modèle de rapport d'achèvement de projet pour les programmes pluriannuels achevés;
- d) Inviter les parties participant à la préparation et à la mise en œuvre des projets à tenir compte des enseignements tirés des rapports d'achèvement de projet lors de la préparation et de la mise en œuvre des futurs projets.

Annex I
STATISTICS

Table I

SCHEDULE FOR PLANNED SUBMISSION OF PCRS IN 2010 AND ACTUAL DELIVERY

	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
UNDP	October 2009	Fumigation		1		
	August 2010	Aerosols				1
		Refrigeration				1
	September 2010	Aerosols/MDIs			3	1
		Foam	2			
		Fumigation	1		4	1
		Halons			1	
		Phase-Out Plan		1		
		Refrigeration			12	6
		Solvents			1	1
Total			3	2	21	11
Status at September 24, 2010				-1		-10
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
UNEP	December 2009	Technical Assistance			4	1
		Training			4	8
	March 2010	Technical Assistance			8	1
		Training			6	1
	May 2010	Technical Assistance			8	1
		Training			8	
	July 2010	Technical Assistance			9	
		Training			4	
	September 2010	Technical Assistance			7	9
		Training			9	2
Total			N/A	N/A	67	23
Status at September 24, 2010						-44
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
UNIDO	April 2010	FUM	6	2FUM, 1SOL		
	May 2010	SOL	2			3TAS
	June 2010			1FUM		
	July 2010	REF	1		3	
	August 2010	HAL			2	1TAS
	September 2010	PHA		7FUM, 1PAG, 1SOL	1	
	October 2010	PAG	1			
	November 2010	FOA	1			
	December 2010	ARS	1			
	Total			12	13	6
Status at September 24, 2010				+4		-2
	Schedule	Sector	Investment PCRs		Non-Investment PCRs	
			Schedule	Received	Schedule	Received
World Bank*	March 2010	Halon (1)	2	1REF	--	
		Refrigeration (1)				
	June 2010	Foam (2) Solvent (1)	3		--	
Total			5	1	N/A	N/A
Status at September 24, 2010				-4		

* Table includes expected PCRs for projects completed up through December 2008 with outstanding PCRs (5 total) *minus* PCRs that will be submitted by 31 December 2009 (expected 12). The Bank will, in addition to the above schedule, be submitting PCRs in CY2010 for projects completed through 2009 and up to 30 June 2010.

Table II

**PCRS FOR INVESTMENT PROJECTS RECEIVED AND DUE BY IMPLEMENTING AGENCY, SECTOR AND YEAR
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL THE END OF 2009)**

Agency	Sector	PCR(s) Received in:														PCR(s) Due in ¹							
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
UNDP	Aerosol	1	-	9	4	11	-	-	4	3	5	2	-	-	39	-	-	-	-	-	-	1	1
	Foam	20	34	79	83	117	87	82	77	7	21	7	3	-	617	-	-	-	-	1	-	-	1
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-
	Halon	-	-	3	13	-	1	-	1	-	-	-	-	-	18	-	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	1	22	2	33	9	22	39	42	1	4	3	1	-	179	-	-	-	-	-	-	1	1
	Solvent	3	-	-	19	-	-	1	2	-	-	-	-	-	25	-	-	-	-	-	-	-	-
	Sterilant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	25	56	93	152	137	110	122	126	11	31	13	6	1	883	-	-	-	-	1	-	2	3	
UNIDO	Aerosol	6	6	10	6	4	2	-	7	-	1	-	-	-	42	-	-	-	-	-	-	-	-
	Foam	8	22	3	22	11	15	11	14	8	2	1	1	-	118	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fumigant	-	-	-	-	2	1	-	1	-	6	1	6	3	20	-	-	-	-	-	-	-	-
	Halon	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
	Process Agent	-	-	-	-	1	3	2	4	-	-	-	2	1	13	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	12	25	11	32	14	22	24	34	7	4	-	1	-	186	-	-	-	-	-	-	-	-
	Solvent	5	13	5	3	3	5	5	4	9	-	1	-	1	54	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	32	66	29	63	35	48	42	64	24	13	3	10	5	434	-	-	-	-	-	-	-	-
World Bank	Aerosol	4	6	6	-	1	-	2	5	2	-	-	-	-	26	-	2	1	-	-	-	-	3
	Foam	18	25	38	20	20	18	8	26	12	6	6	-	-	197	-	2	-	1	-	-	-	3
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	2
	Halon	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1	-	-	-	1	-	-	2
	Multiple Sectors	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-
	Others	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	1	1
	Process Agent	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
	Production	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	18	24	22	26	15	16	12	21	9	7	1	-	1	172	-	1	-	-	1	-	-	2
	Solvent	15	4	3	1	-	-	-	3	-	1	-	-	-	27	1	-	-	-	-	-	-	1
Sterilant	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	
Total	59	60	73	48	36	34	23	56	24	16	7	-	1	437	2	6	3	1	2	-	1	15	
Bilateral	Aerosol	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Foam	-	-	3	2	2	2	-	5	6	6	1	1	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-
	Fumigant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1	1
	Halon	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
	Phase-Out Plan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
	Refrigeration	-	1	1	-	-	-	-	2	5	-	2	-	-	11	-	1	-	1	1	-	-	3
	Solvent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	1	5	2	3	2	-	7	11	7	5	3	-	46	-	1	-	1	1	1	-	4	
Grand Total		116	183	200	265	211	194	187	253	70	67	28	19	7	1,800	2	7	3	2	4	1	3	22

¹ 6 months after projects completion according to the Progress Report

Table III

**PROJECT COMPLETION REPORT RECEIVED AND DUE FOR NON-INVESTMENT PROJECTS
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL THE END OF 2009)**

Agency	Sector	See PCR(s) Received so far for Year Due														PCR(s) Due in ¹											
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total	Before 1997	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
UNDP	Demonstration	-	-	5	-	-	6	1	2	-	-	-	-	-	14	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	2
	Technical Assistance	-	6	39	17	7	5	1	15	8	21	29	27	11	186	-	-	-	-	-	-	1	-	2	1	3	7
	Training	-	18	6	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	-	24	50	17	7	11	2	17	8	21	33	27	11	228	-	-	-	-	-	-	1	1	3	1	3	9
UNEP	Technical Assistance	9	53	3	18	22	18	5	6	1	7	7	8	8	165	-	1	1	1	1	2	4	5	9	15	10	49
	Training	8	34	1	2	21	15	20	10	5	4	7	25	3	155	-	-	-	-	-	3	2	2	5	9	4	25
	Total	17	87	4	20	43	33	25	16	6	11	14	33	11	320	-	1	1	1	1	5	6	7	14	24	14	74
UNIDO	Demonstration	-	-	-	6	7	3	3	3	-	-	-	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Technical Assistance	-	6	8	-	4	1	3	4	3	15	9	6	1	60	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Training	-	1	1	-	5	6	7	1	-	1	-	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	-	7	9	6	16	10	13	8	3	16	9	6	1	104	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
World Bank	Demonstration	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Technical Assistance	5	4	6	-	1	-	2	1	1	1	2	-	-	23	-	-	-	-	-	-	-	1	2	1	-	4
	Training	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	6	7	6	-	1	-	2	1	1	2	2	-	-	28	-	-	-	-	-	-	-	1	2	1	-	4
Bilateral	Demonstration	5	5	12	-	3	1	1	-	2	-	-	1	-	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Technical Assistance	-	-	13	1	1	9	14	15	8	5	15	6	11	98	1	-	1	-	-	1	-	-	14	3	4	24
	Training	1	3	19	1	9	6	5	6	6	2	2	-	2	62	1	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	4
	Total	6	8	44	2	13	16	20	21	16	7	17	7	13	190	2	-	1	1	-	2	-	-	14	4	4	28
Grand Total	29	133	113	45	80	70	62	63	34	57	75	73	36	870	2	1	2	2	1	7	7	9	33	30	21	115	

¹ 6 months after projects completion according to the Progress Report

Table IV

**SCHEDULE FOR SUBMISSION OF OUTSTANDING PCRS IN 2011
(FOR PROJECTS COMPLETED UNTIL 31 DECEMBER 2009)**

UNDP	Schedule	Sector	Investment PCRs	Non-Investment PCRs
	September 2011	Investment	4	
		Technical Assistance		12
Total			4	12
Total PCRs Due as of 24 September 2010			3	9
UNEP	Schedule	Sector	Investment PCRs	Non-Investment PCRs
	November 2010	Technical Assistance		11
		Training		1
	December 2010	Technical Assistance		8
		Training		2
	January 2011	Technical Assistance		3
		Training		
	February 2011	Technical Assistance		6
		Training		4
	March 2011	Technical Assistance		6
		Training		5
	April 2011	Technical Assistance		5
		Training		3
	May 2011	Technical Assistance		3
		Training		2
	June 2011	Technical Assistance		6
		Training		3
	July 2011	Technical Assistance		3
		Training		2
	August 2011	Technical Assistance		
Training			1	
Total				74
Total PCRs Due as of 24 September 2010			N/A	74
UNIDO	Schedule	Sector	Investment PCRs	Non-Investment PCRs
	February 2011	FUM	2	
	April 2011	FUM	1	
	July 2011	FUM	3	
	September 2011	FUM	5	
	Total			11
Total PCRs Due as of 24 September 2010			N/A	N/A
World Bank*	Schedule	Sector	Investment PCRs	Non-Investment PCRs
	March	Methyl bromide (1)	2	1
		Halon (1)		
		Foam (1)		
	July	Methyl bromide (2)	2	2
		Halon (1)		
Phaseout Plan (1)				
September	Halon	1	--	
November	Aerosol (3) Sterilants (1) Refrigeration (1)	5	--	
Total			10	3
Total PCRs Due as of 24 September 2010			15	4

*Table includes expected PCRs for projects completed up through December 2009 with outstanding PCRs (18 total) *minus* PCRs that will be submitted by December 31, 2010 (expected 5). The Bank will, in addition to the above schedule, be submitting PCRs in CY2011 for projects completed through 2010 and up to June 30, 2011.

Table V

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2005 WITH DATA PROBLEMS
(As of 28 October 2010)**

	Canada		Germany		Japan		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information	1	1	1	1	1	1	33	31			32	32	11	10	79	76
Solved as % of Total		100%		100%		100%		94%				100%		91%		96%
Data Inconsistencies																
Date Approved	3	3					3	3							6	6
Planned Date of Completion			1	1			15	15			2	2	2	1	20	19
Revised Planned Date of Completion	3	3			2	2	23	22	3	3			27	26	58	56
Date Completed	2	2	1	1	2	2	22	22	1	1	1	1	6	6	35	35
Funds Approved	1	1	1	1									6	6	8	8
Funds Disbursed	1	1					4	4			1	1	5	5	11	11
ODP To Be Phased Out							2	2					3	3	5	5
ODP Phased Out							4	4			1	1	3	3	8	8
Total	10	10	3	3	4	4	73	72	4	4	5	5	52	50	151	148
Solved as % of Total		100%		100%		100%		99%		100%		100%		96%		98%

Table VI

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2006 WITH DATA PROBLEMS
(As of 28 October 2010)**

	Australia		Canada		France		Germany		Japan		Poland		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete	1	1	1	1	2		8	8					5	5	1	1	9	9	35	16	62	41
Solved as % of Total		100%		100%		0%		100%		N/A		N/A		100%		100%		100%		46%		66%
Data Inconsistencies																						
Date Approved	1	1			1		1	1											3	2	6	4
Planned Date of Completion	1	1	2	2	1									1	1				17	4	22	8
Revised Planned Date of Completion	1	1	5	5	1		4	4						3	3	1	1		43	8	58	22
Date Completed	2	2			2		3	3	1	1	1						1	1	5	3	15	10
Funds Approved			2	2	1		1	1											4	0	8	3
Funds Disbursed			4	4	1									1	1				4	0	10	5
ODP To Be Phased Out							2	2									1	1	5	2	8	5
ODP Phased Out			1	1	1		8	8	1	1							1	1	5	2	17	13
Total	5	5	14	14	8	0	19	19	2	2	1	0			5	5	4	4	86	21	144	70
Solved as % of Total		100%		100%		0%		100%		100%		0%		N/A		100%		100%		24%		49%

Table VII

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2007 WITH DATA PROBLEMS
(As of 28 October 2010)**

	Canada		France		Germany		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information	2	2			7	7	26	26			3	3	10		48	38
Solved as % of Total		100%				100%		100%				100%		0%		79%
Data Inconsistencies																
Date Approved									1	1			1		2	1
Planned Date of Completion									1	1			1		2	1
Revised Planned Date of Completion	1	1					1	1			5	5	15		22	7
Date Completed			1	1	6	6	9	9	1	1	1	1	5		23	18
Funds Approved											1	1	3		4	1
Funds Disbursed									1	1			4		5	1
ODP To Be Phased Out			1	1	2	2	12	12	2	2	1	1	2		20	18
ODP Phased Out			1	1	7	7	12	12			1	1	1		22	21
Total	1	1	3	3	15	15	34	34	6	6	9	9	32	0	100	68
Solved as % of Total		100%		100%		100%		100%		100%		100%		0%		68%

Table VIII

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2008 WITH DATA PROBLEMS
(As of 28 October 2010)**

	Australia		Canada		France		Sweden		UNDP		UNEP		UNIDO		World Bank		Total		
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	
Incomplete Information	1	1	1	1					17	17	1	1	4	4	3		27	24	
Solved as % of Total		100%		100%						100%		100%		100%		0%		89%	
Data Inconsistencies																			
Date Approved									1	1			1	1	1		3	2	
Planned Date of Completion	1	1	1	1			1	1	2	2			2	2	1		8	7	
Revised Planned Date of Completion									6	6	3	3	1	1			10	10	
Date Completed	1	1			1				14	14					1		18	15	
ODP To Be Phased Out			1	1					12	12	2	2			1		16	15	
ODP Phased Out			1	1					14	14	2	2			1		18	17	
Total	2	2	3	3	1		1	1	49	49	7	7	4	4	5		73	66	
Solved as % of Total		100%		100%			0%		100%		100%		100%		100%		0%		90%

Table IX

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2009 WITH DATA PROBLEMS
(As of 28 October 2010)**

	Canada		Germany		Japan		Spain		UNDP		UNEP		UNIDO		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information	2	2	5	5					14	13	1	1	2	2	24	23
Solved as % of Total		100%		100%						93%		100%		100%		96%
Data Inconsistencies																
Date Approved									1	1					1	1
Revised Planned Date of Completion			3	3					3	3			1	1	7	7
Date Completed	1	1			1	1	1	1	8	8	1	1			12	12
ODP To Be Phased Out	1	1	2	2	1	1			4	4	2	2			10	10
ODP Phased Out	1	1	2	2			1	1	9	9			1	1	14	14
Funds Approved									1	1					1	1
Funds Disbursed	1	1							1	1	2	2			4	4
	4	4	7	7	2	2	2	2	27	27	5	5	2	2	49	49
Solved as % of Total		100%		100%		100%		100%		100%		100%		100%		100%

Table X

**SUMMARY OF PCRs RECEIVED IN 2010 WITH DATA PROBLEMS
(As of 28 October 2010)**

	Canada		Finland		France		Germany		Sweden		UNDP		UNEP		UNIDO		Total	
	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved	Problems with PCRs	Problems with PCRs Solved
Incomplete Information			1				3	3			5	5			3	3	12	11
Solved as % of Total				0%				100%				100%				100%		92%
Data Inconsistencies																		
Date Approved							1	1			1	1					2	2
Planned Date of Completion											3	3					3	3
Revised Planned Date of Completion	1	1	1				3	3	1	1	3	3	1	1	2	2	12	11
Date Completed							1	1			4	4					5	5
ODP To Be Phased Out					1		7	7			2	2					10	9
ODP Phased Out							4	4			4	4	1	1	3	3	12	12
Funds Approved													1	1			1	1
Funds Disbursed													5	5			5	5
	1	1	1	0	1	0	16	16	1	1	17	17	8	8	5	5	50	48
Solved as % of Total		100%		0%		0%		100%		96%								

Annex II

LESSONS LEARNED REPORTED IN PROJECT COMPLETION REPORTS

A. INVESTMENT PROJECTS

- (a) Lebanon has some interesting lessons to share from the phase-out of methyl bromide for soil fumigation in strawberry production:
- (i) Methyl bromide alternatives should be tailored according to the different pest pressures and the agricultural practices of the different cultivation regions. Accordingly, no alternative can be recommended for all situations and in all planting regions. Each alternative is region and situation specific. For the same reason and for flexibility considerations as well, no project should be built on a sole methyl bromide alternative. Even if proven to lead to good results in some counties, any methyl bromide alternative needs to be tested by the project and by farmers prior to being adopted, as the agricultural infrastructure might change from one country to another. A given mode of application for a given alternative may lead to good results in one country but not in another. Accordingly, for a given alternative, the mode of application should be adjusted to the agricultural infrastructure of the country. Such testing should be conducted in the context of rigorous scientific field experimental trials;
 - (ii) Methyl bromide alternatives need to be applied in the context of an integrated crop management (ICM) programme, which is a more global concept than the integrated pest management programme. In fact, the real performance of methyl bromide alternatives can be masked and coupled to poor yields when inappropriate ICM practices are adopted such as the use of diseased plants, the contamination of freshly treated fields with infected soil or irrigation water, the occurrence of soil salinity as a result of excessive fertilizer use, or the observation of disease outbreaks and pesticide resistance as a result of improper pest identification and excessive use of inappropriate pesticides. All methyl bromide alternatives should, therefore, be coupled to an integrated crop management programme in order to adequately assess the performance of methyl bromide alternatives, reinforce the efficacy of the alternatives, guarantee high yields, lower production costs and reach healthier, environment friendly and sustainable agricultural practices;
 - (iii) Field demonstration sessions are excellent ways to communicate information to farmers and to convince them to adopt methyl bromide alternatives;
 - (iv) Projects should not only rely on international consultants, competent national consultants are crucial for project success, as they have good knowledge of the local conditions of agricultural production and can understand project requirements easily and are relatively readily available when needed; (LEB/FUM/34/INV/44, LEB/FUM/38/INV/52, LEB/FUM/41/INV/54, LEB/FUM/47/INV/62)
- (b) Field demonstration sessions are excellent ways to communicate information to farmers and to convince them to adopt methyl bromide alternatives. Alternatives need to be applied in the context of an ICM programme; (URU/FUM/34/INV/35)

- (c) The national phase-out of methyl bromide in horticulture and commodities fumigation of Egypt has the following suggestions to share with respect to technology transfer:
 - (i) The project developed a local alternative to methyl bromide, which is cultivation on the rice straw to produce strawberry crops and the results were excellent. Cultivation of strawberries on straw bales can be adapted and further developed for other regions which have a similar range of soil-borne pathogens and conditions;
 - (ii) The excellent contribution from the international consultants (particularly for grafting and rice straw) was important for the successful implementation of alternatives to methyl bromide under specific climate and environmental conditions;
 - (iii) Public awareness activities should be emphasized; (EGY/FUM/38/INV/86)
- (d) From Cuba the following lesson from the methyl bromide phase-out project:
 - (i) The ability to adapt to local conditions is essential for the success of any alternative to methyl bromide; (CUB/FUM/44/INV/29)
- (e) From Pakistan lessons from the CFC phase-out project:
 - (i) The experience in the phase-out of CFC-11 and CFC-12 in the manufacture of refrigeration equipment, underlines the lesson learned in many Multilateral Fund (MLF) conversion projects – that without policies to control ODS consumption/use and other signals from the Government of Pakistan, enterprises will opt for the profits they can make in the market with old technologies, than risk losing market share with new technologies. The timing of MLF assistance and accompanying national policy measures in a sector are as critical as the amount of MLF support provided; (PAK/REF/42/INV/59)
- (f) Bhutan terminal phase-out management plan has the following suggestions to share:
 - (i) Sector phase-out implementation requires adequate assistance to ensure success;
 - (ii) Project monitoring and regulations enforcement are key components for successful implementation;
 - (iii) Close cooperation with industry is essential for an effective retrofit programme;
 - (iv) Recovery of ODS refrigerants is essential to avoid emissions; (BHU/PHA/52/INV/11)
- (g) Mexico has reported some interesting lessons from the implementation of the umbrella project for terminal phase-out of CTC:
 - (i) Good working relationship between the implementing agency and the Government of Mexico and flexibility to make necessary adjustments in project implementation when needed, are crucial for project success;
 - (ii) Full counterpart dedication and allocating sufficient funds to hire and train the staff for project implementation and monitoring are vital;

- (iii) Strong government support, sound management structure and effective public awareness, are important elements for the sustainability of the phase-out of CTC in the solvent sector. (MEX/PAG/52/INV/133)

B. NON-INVESTMENT PROJECTS

- (a) Initial transition strategy for phase-out of CFC use in metered dose inhalers in Uruguay:
 - (i) In order to ensure a successful implementation of the transition strategy, it is of great importance to create a space where representatives from the Ministries of Public Health, Environment, medical doctors, pharmaceutical companies and the community, can come together and interact. This is also essential to promote the education of health professionals, patients and their families, in the contents and scope of a strategy for replacing CFC inhalers;
 - (ii) Engaging the help of a medical advisor from the Asthma and Allergy Service of the Hospital Maciel, Faculty of Medicine, has been instrumental for the successful organization of the activities held under the Plan of education/awareness of the transition strategy;
 - (iii) The establishment of alliances with health care institutions, such as the Pulmonary Care Centre, tend to enrich the process of implementing the transition strategy, presenting the opportunity to inform the users about the changes in the propellants and to advise and educate them on the proper use of the inhalers; (URU/ARS/38/TAS/40)
- (b) From Colombia the following lesson from the training programme:
 - (i) Cooperation of all parties involved in project implementation and sharing expertise, strengthens the results of the training programme; (COL/FUM/55/TAS/70)
- (c) The methyl bromide technical assistance project from Fiji has the following lessons to share, that may assist other methyl bromide phase-out projects:
 - (i) *Effective regulation of imports*: the principle driver towards successful compliance with the methyl bromide total phase-out has been the effective implementation of import regulations. This has restricted the availability of methyl bromide, ensuring that targets were met and forcing the adoption of alternatives. The regulation was put in place after alternatives had been identified;
 - (ii) *Consultative Committee*: the implementation of a Consultative Committee for the promotion of methyl bromide alternatives has provided a forum for the many stakeholders to discuss how to proceed and to work out any difficulties encountered, regulatory or technical. Also a Technical Working Group (TWG) was created, providing an excellent open forum for the consultant to access and inform the interested parties;
 - (iii) *Drafting-in Committee*: the Technical Working Group and the Drafting-in Committee provided a good representative body to provide input into the creation of Codes of Practice for methyl bromide alternatives. The process resulted in a

set of Code of Practice adapted specifically for Fijian conditions and working environment. The TWG was at first unfamiliar with the drafting process and, initially, it was a difficult task. Nevertheless, it proved possible for a diverse group of over 30 people to produce a first draft of the codes, that were later successfully refined through email and further meetings. The TWG concept could be used as a system for informing a wide group of stakeholders of methyl bromide alternatives, as part of a phase-out plan, with input from the participants to ensure these alternatives are accepted and established as safe and efficient processes;

- (iv) *Use of hydrogen cyanide fumigation in ships:* fumigation of ships with hydrogen cyanide is the method of choice for rapid treatment against disease-carrying pests, particularly rats. The process requires careful training and preparation to ensure it is carried out safely and effectively. With these precautions, it can be completed more quickly than methyl bromide treatment, an important consideration where rapid turnaround time ensures the ships return quickly to service;
 - (v) *Development of heat treatment unit:* the development of the heat treatment prototypes was difficult. A number of minor technical problems were encountered during set up in Fiji that, with hindsight, could have been better resolved before the unit, in kit form, was shipped to Fiji. Small malfunctions on site resulted in significant delays in time, as parts were sent in or defects rectified. The proposed second prototype will be tested under operational conditions *prior* to shipment; (FIJ/FUM/47/TAS/13)
- (d) When all stakeholders participate in the preparation and development of Project activities, the chances for sustainable results increase considerably; (STK/FUM/50/TAS/11)
- (e) Lessons learned from the terminal phase-out management plan (TPMP) in Jamaica:
- (i) As with the refrigerant management plan (RMP), the TPMP benefited from a strong government commitment to phase out CFCs almost five years ahead of the Montreal Protocol schedule, a very capable and dedicated National Ozone Unit (NOU), an effective licensing/quota system for ODS imports, and an active refrigeration association which promoted the phase-out of CFCs for several years prior to the TPMP. These factors helped not only to make the project a success – it was recognized as an exemplary project under the Montreal Protocol and received a prize from the Ozone Secretariat in 2007 – but also in ensuring that project timelines were met or close to being met. It is one of the few TPMP components not to have experienced any serious delays;
 - (ii) The flexibility to re-allocate funds under TPMPs proved to be very useful during the implementation of this project, as it allowed the country to focus on emerging priorities. For instance, at the time of project approval, the use of hydrocarbons as potential replacements to CFCs was not seen as particularly relevant and, thereby, training on hydrocarbons was not included in the work plan or budget. However, two years after approval, refrigeration technicians became more interested in exploring the hydrocarbon option and some retrofits to hydrocarbons in refrigeration and air conditioning began to be performed. Jamaica thus decided to re-allocate some funds towards a new Train-the-Trainer course focused on hydrocarbons and other emerging alternatives to CFCs.

Similarly, when changes within the Customs Department meant that many of the officials trained under the RMP were no longer available, some funds were re-allocated to conduct additional training of customs officers, an activity not originally foreseen under the TPMP;

- (iii) The project also benefited from a strong level of ongoing monitoring of activities by the NOU and the bilateral agency. At various points throughout the four-year life-time of the project, the Implementing Agency undertook missions to Jamaica during which visits were organized with technicians who received training and/or equipment through the project. Meanwhile, the NOU used the monitoring budget to contract local consultants to assess the results of various components of the projects (training of technicians, training of customs officers, use of equipment provided to technicians, awareness of Code of Good Practice etc.). This included surveying a statistically relevant number of technicians each time, so that regular feedback on activities was received by technicians on the training and equipment. This feedback allowed the NOU and the bilateral agency to adjust project activities as required to best suit current needs and to compile concrete information on the results of these activities, thereby ensuring a strong level of confidence among project partners; (JAM/PHA/37/TAS/16)
- (f) Lessons learned from the implementation of TPMP:
- (i) Close coordination with the relevant Ministries for the implementation of monitoring activities is an effective strategy for the timely submission of data and reports;
 - (ii) Implementing an awareness campaign which includes TV ads, other media advertisements and printed material, is a very effective awareness raising strategy;
 - (iii) The political commitment to the implementation of Montreal Protocol and a strong NOU, with dedicated staff to manage and coordinate the TPMP, were essential for timely implementation and project success; (KAM/PHA/53/TAS/15, KAM/PHA/57/TAS/19)
- (g) Lessons learned from the RMP in Algeria:
- (i) Discussion with the participants showed that more practical exercises are required with a special session on troubleshooting in case of failure of equipment. Therefore, training on equipment delivered through the project is essential. Moreover, availability of spare parts for equipment delivered through the project in the local matter is enough to ensure full usage of machine;
 - (ii) Cooperation and sharing expertise between all involved stakeholders strengthens the results of the training; (ALG/REF/37/TAS/55)
 - (iii) The training equipments, including MAC, were arranged well before the course started, which made the practical session successful. Having dedicated and practical sessions during the workshops proved to be a good way to achieve the objectives of the workshop; (ALG/REF/39/TAS/58)
 - (iv) Talks with the participants showed that more practical exercises are required. Having dedicated theoretical and practical sessions during the workshops proved

to be a good way to achieve the objectives of the workshop;
(ALG/REF/42/TAS/59)

- (h) Lessons from the refrigeration management plan of Nepal:
 - (i) Monitoring retrofitting activities and follow-up of further trainings through a local consultant on a timely basis is critical to the successful implementation of the project;
 - (ii) Active involvement of the service sector association helps in the faster adoption of alternative technologies and gives greater credibility to implementation of the programme; (NEP/REF/44/TAS/16)
- (i) From Nicaragua, lessons on the assistance in the design of policies and regulations:
 - (i) An early definition of the baseline would have helped to avoid project revisions while the project was being implemented. Nevertheless, the country has learnt to manage the control of ODS, which is supported on a solid legal framework and the training provided through the project;
 - (ii) The promotion of workshops among technicians should be based on presenting the social, environmental, legal and economic impacts of the phase-out of ODS and the importance of their role in the success of the Montreal Protocol. Indeed one of the desired results is to foster the creation of environmentally friendly enterprises;
 - (iii) Although some technicians do not have the appropriate infrastructure and equipment, it is still necessary to encourage the investment in basic tools, adoption of best practices and the use of ODS alternatives;
 - (iv) Close monitoring and in-depth analysis of the information gathered by the project allowed the country to recognize that the baseline needed to be fine tuned. This was a positive outcome that encourages the country to promote an upgrade of the RMP, filling gaps from the previous calculus; (NIC/REF/25/TAS/06)
- (j) From Sri Lanka:
 - (i) Effective monitoring leads to successful implementation of projects; (SRL/REF/32/TAS/18)
- (k) From the regional assistance to raise awareness:
 - (i) Involvement of the media is very important to convey information and raise awareness of the public on the importance of the Montreal Protocol and the compliance with the obligations under the Protocol;
 - (ii) Direct contact between ODS Officers and the media, facilitate the task of NOU to implement the action plan. (GLO/SEV/42/TAS/255, GLO/SEV/45/TAS/262)
